

Subsides

Pour sa part, le chef du Nouveau parti démocratique a dit clairement qu'il croyait au recours massif aux stimulants. Ainsi, il estime que pour sortir de nos difficultés il faut dépenser, dépenser et encore dépenser. C'est ce qu'il a dit. Même les autres partis socio-démocrates modernes ont depuis longtemps abandonné cette politique. Ainsi, lorsque l'ancien premier ministre britannique, M. Callaghan, s'est trouvé aux prises avec une crise économique, il a déclaré à son parti la chose suivante: «Dans les circonstances actuelles, la solution ce n'est pas de dépenser, de dépenser et d'encore dépenser».

Voilà les propos que le chef du Nouveau parti démocratique a tenus et je les désapprouve. Il se trompe foncièrement en estimant qu'il convient à l'heure actuelle de recourir massivement aux stimulants car, à terme, une telle politique ne fera que relancer le chômage et ralentir la croissance. Si telle est sa réplique, c'est qu'il se fiche de l'inflation. Mais c'est son problème. Je ne suis pas d'accord avec lui.

Il a déclaré hier, et encore une fois aujourd'hui, que les ministres des Finances de l'Europe et du Japon s'étaient concertés pour établir une nouvelle politique d'incitations massives. J'ai fait vérifier ces affirmations ce matin. Il n'y a pas eu de réunions à ce sujet, ni de décision officielle quant à cela. Le Japon n'a participé à aucun entretien. Le chef du Nouveau parti démocratique a fondé sa déclaration sur des renseignements que n'ont pas confirmés des sources officielles.

J'aurais peut-être l'occasion de revenir sur la question de la macro-économie, mais je voudrais auparavant traiter de certains arguments avancés par le chef de l'opposition. Son discours m'a paru plutôt faible, inefficace et même confus. Après toutes ces preuves accumulées que le chef de l'opposition avait promis de nous dévoiler et toutes les audiences qu'il a fait tenir à travers le pays, je m'attendais à ce que notre très honorable collègue nous indique avec précision les points qu'il souhaite faire corriger et sur lesquels il se fonde pour exhorter la Chambre des communes à rejeter le budget. Mais que nous a-t-il donné en lieu et place? Il nous a fourni fort peu de détails, et même à cet égard, il a fait de graves erreurs. Mais j'y reviendrai.

Encore une fois, aujourd'hui, le chef de l'opposition et le chef du Nouveau parti démocratique ont voulu nous faire croire que le budget avait de lourdes répercussions sur les Canadiens à revenus moyens et faibles. En novembre dernier, le chef de l'opposition a déclaré que le budget accablait lourdement en fait d'innombrables Canadiens ordinaires et visait principalement à enrichir le gouvernement fédéral. Le chef du Nouveau parti démocratique a à son tour affirmé que la grande majorité des Canadiens ne bénéficiaient d'aucun dégrèvement d'impôt.

M. Broadbent: Je n'ai pas dit cela.

M. MacEachen: Je renvoie le député au hansard du 16 novembre dernier, à la page 12801, où le chef du Nouveau parti démocratique déclare:

La grande majorité des contribuables n'obtient aucune réduction d'impôt.

Par «majorité» il entend certainement les Canadiens. C'est là un malentendu des plus aberrants qu'on a répandus dans le pays depuis la présentation du budget.

J'invite les Canadiens dont l'impôt est retenu sur le chèque de paye à comparer les talons de 1981 avec ceux de 1982. Loin d'inciter les Canadiens à croire le chef de l'opposition, le chef du Nouveau parti démocratique, ou le ministre des Finances, je leur demande tout simplement de bien examiner les talons de leur chèque de paye. Ce sont là des preuves concrètes.

● (1610)

Je demande aux députés d'examiner le tableau des retenues fiscales pour 1981 et 1982. Je tiens à vous dire, monsieur l'Orateur, que grâce aux nouveaux taux d'imposition pour 1982 plusieurs millions de salariés verront augmenter leur paye nette.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: En fait, plusieurs millions d'entre eux se retrouveront avec plus d'argent.

On a répandu la rumeur que les économiquement faibles et la classe moyenne allaient durement ressentir les effets du budget et payer plus d'impôts. C'est faux, monsieur l'Orateur.

J'ai participé hier soir à une émission de télévision où j'ai répété que 12 millions de Canadiens verraient leurs impôts diminuer grâce à l'ensemble des mesures budgétaires, notamment les changements relatifs au taux d'imposition marginal, au crédit d'impôt fédéral, à l'indexation. Ainsi, 12 millions de Canadiens auront moins d'impôts à payer tandis que 3.5 millions de contribuables paieront la même chose et 800,000 autres paieront davantage. Voilà la vérité.

Un de mes amis, un petit employeur, m'a téléphoné pour me dire: «Je suis très content que vous en ayez parlé, car d'après les déclarations des porte-parole de l'opposition, mes employés s'attendaient à voir leurs impôts augmenter à la suite du budget. Lorsqu'ils ont vu leur chèque de paye, ils ont constaté qu'ils avaient diminué».

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Je demande aux contribuables canadiens d'examiner ce qui se passe. C'est le résultat direct de l'indexation et des mesures fiscales contenues dans le budget. Pour vérifier, il suffit de comparer les tableaux de retenues fiscales de 1981 et de 1982.

M. Baker (Nepean-Carleton): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le ministre me permet-il de poser une question?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je répondrai aux questions à la fin de mon discours. Je ne pense pas pouvoir le faire maintenant.

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: J'ai pu obtenir ce résultat parce qu'au lieu d'augmenter les taux d'imposition pour toutes les catégories de contribuables, j'ai décidé d'élargir l'assiette fiscale de façon à réduire les impôts pour la majorité des Canadiens tout en augmentant ceux d'un très petit nombre de citoyens.